



RAPPORT DE GESTION

Premier trimestre clos le 31 mai 2024

Le rapport qui suit fournit une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière consolidée de Velan Inc. (la « Société ») pour le trimestre clos le 31 mai 2024. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 29 février 2024 et 28 février 2023. Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux *Normes internationales d'information financière* telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS »). Les principales méthodes comptables utilisées pour dresser ces états financiers consolidés sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société. L'ensemble des opérations et des soldes libellés en monnaies étrangères ont été convertis en dollars américains, monnaie de présentation de la Société. Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société le 11 juillet 2024. D'autres documents d'information de la Société, notamment la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations, peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont, par conséquent, peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. Les rapprochements sont présentés à la fin du présent rapport. La Société utilise également des mesures financières supplémentaires, qui sont définies à la fin du présent rapport.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion peut inclure des énoncés prospectifs, qui contiennent généralement des mots comme « croire », « anticiper », « planifier », « prévoir », « avoir l'intention de », « continuer » ou « estimer » pouvant être utilisés au conditionnel ou au futur, ou la forme négative de ces termes, leurs variations ou une terminologie semblable, qui comportent tous des risques et des incertitudes. Ces risques et incertitudes sont présentés dans les documents déposés par la Société auprès des commissions des valeurs mobilières compétentes. Bien que ces énoncés soient fondés sur les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits nouveaux futurs attendus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, selon elle, sont raisonnables et appropriés dans les circonstances, aucun énoncé prospectif ne peut être garanti et les résultats réels futurs peuvent différer sensiblement de ceux qui sont exprimés dans les présentes. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser un énoncé prospectif contenu dans le présent rapport de gestion, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins d'y être obligée par la législation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

À PROPOS DE VELAN

La Société conçoit, fabrique et commercialise à l'échelle mondiale une vaste gamme de robinetteries industrielles utilisées dans des applications critiques. Velan fournit des solutions à de nombreux secteurs, notamment ceux de la production d'énergie, du nucléaire, du pétrole et du gaz, des produits chimiques, du gaz naturel liquéfié et de la cryogénie, des pâtes et papiers, des procédés géothermiques, de la construction navale, de la défense et des technologies à émission de carbone nulles. La Société, l'un des chefs de file mondiaux de la robinetterie industrielle en acier, exploite 12 usines de fabrication à travers le monde et compte 1 654 employés. Son siège social est situé à Montréal, au Canada. Sa stratégie d'affaires consiste à concevoir, fabriquer et commercialiser des robinetteries novatrices en mettant l'accent sur la qualité, la sécurité, la facilité d'utilisation et la longévité. La Société a pour objectifs stratégiques, entre autres, l'excellence opérationnelle et l'amélioration des marges en demeurant résolument axée sur ses clients, l'accélération de sa croissance grâce à l'intensification de ses efforts dans les marchés clés où la Société se démarque nettement de la concurrence, ainsi que l'amélioration et la modernisation continues de ses systèmes et procédés.

Les états financiers consolidés de la Société incluent les activités d'exploitation nord-américaines, qui comptent deux usines de fabrication au Canada, ainsi qu'une usine de fabrication et un centre de distribution aux États-Unis. Les activités d'exploitation importantes de la Société englobent des usines de fabrication en France, en Italie, au Portugal,

en Corée, à Taïwan, en Inde et en Chine. Les activités d'exploitation de la Société comprennent également un service de vente en Allemagne.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE¹

- Solide carnet de commandes² de 528,3 millions de dollars, en hausse de 36,8 millions de dollars, soit 7,5 %, depuis le début de l'exercice.
- Nouvelles commandes² de 109,8 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente un ratio commandes/chiffre d'affaires² de 1,42.
- Chiffre d'affaires de 77,5 millions de dollars, en progression de 9,8 millions de dollars, soit 14,5 %, par rapport au même trimestre du précédent exercice.
- Marge brute de 23,8 millions de dollars, soit 30,7 % du chiffre d'affaires, en hausse par rapport à 15,1 millions de dollars, ou 22,2 % du chiffre d'affaires, l'an dernier.
- Perte nette³ de 1,1 million de dollars, comparativement à une perte nette de 8,3 millions de dollars, un an auparavant.
- Trésorerie nette de 34,0 millions de dollars à la clôture du trimestre, contre 36,4 millions de dollars au début de l'exercice.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars américains)

	Trimestres clos les		
	31 mai 2024	31 mai 2023	Variation
<i>(en milliers)</i>			
Chiffre d'affaires	77 500 \$	67 659 \$	9 841 \$
Marge brute	23 812	15 052	8 760
Frais d'administration	21 807	21 499	308
Impôt sur le résultat	1 048	651	397
Résultat net (perte nette)	(1 104)	(8 284)	7 180
Résultat net (perte nette) ajusté(e) ²	(1 015)	(7 910)	6 895
BAIIA ²	3 741	(3 799)	7 540
BAIIA ajusté ²	3 862	(3 290)	7 152
<i>(en pourcentage du chiffre d'affaires)</i>			
Marge brute	30,7 %	22,2 %	850 pdb
<i>(en dollars par action)</i>			
Résultat net (perte nette) par action — de base et dilué(e)	(0,05)	(0,38)	0,33
Résultat net (perte nette) ajusté(e) par action ³ — de base et dilué(e)	(0,05)	(0,37)	0,32

¹ Tous les montants en dollars sont exprimés en dollars américains.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires — des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport.

³ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net ou la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

Carnet de commandes

Au						
(en milliers)	31 mai 2024		29 février 2024		31 mai 2023	
	\$	%	\$	%	\$	%
Carnet de commandes	528 278		491 525		490 518	
Livraisons au cours des 12 prochains mois	372 250	70,5 %	360 669	73,4 %	335 848	68,5 %
Livraisons dans les 12 à 24 mois	109 882	20,8 %	95 483	19,4 %	S.O.	S.O.
Livraisons dans les 24 à 36 mois	22 716	4,3 %	17 064	3,5 %	S.O.	S.O.
Livraisons dans plus de 36 mois	23 430	4,4 %	18 309	3,7 %	S.O.	S.O.

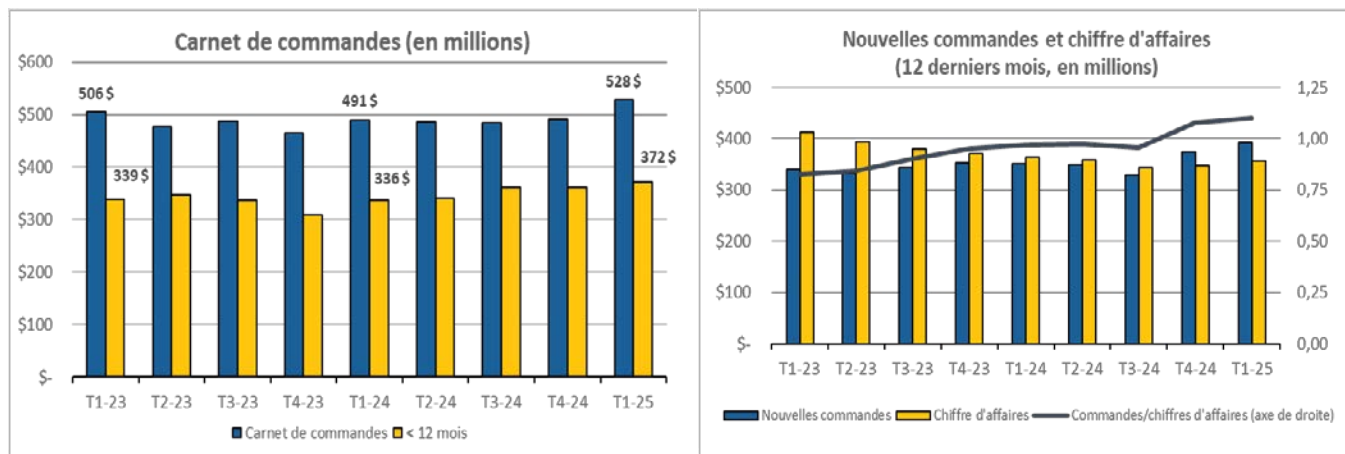
Au 31 mai 2024, le carnet de commandes s'élevait à 528,3 millions de dollars, en hausse de 36,8 millions de dollars, soit 7,5 %, depuis le début de l'exercice. L'augmentation est principalement attribuable à la robustesse des nouvelles commandes enregistrées au cours du premier trimestre. Au 31 mai 2024, 70,5 % du carnet de commandes, représentant des commandes d'une valeur de 372,3 millions de dollars, était livrable au cours des 12 prochains mois, contre 73,4 % du carnet de commandes à la clôture du précédent exercice. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 1,1 million de dollars sur la valeur du carnet de commandes au cours du premier trimestre par rapport à la même période l'an dernier.

Nouvelles commandes

Trimestres clos les		
(en milliers, sauf les ratios)	31 mai 2024	31 mai 2023
Nouvelles commandes	109 768 \$	91 811 \$
Ratio commandes/chiffre d'affaires	1,42	1,36

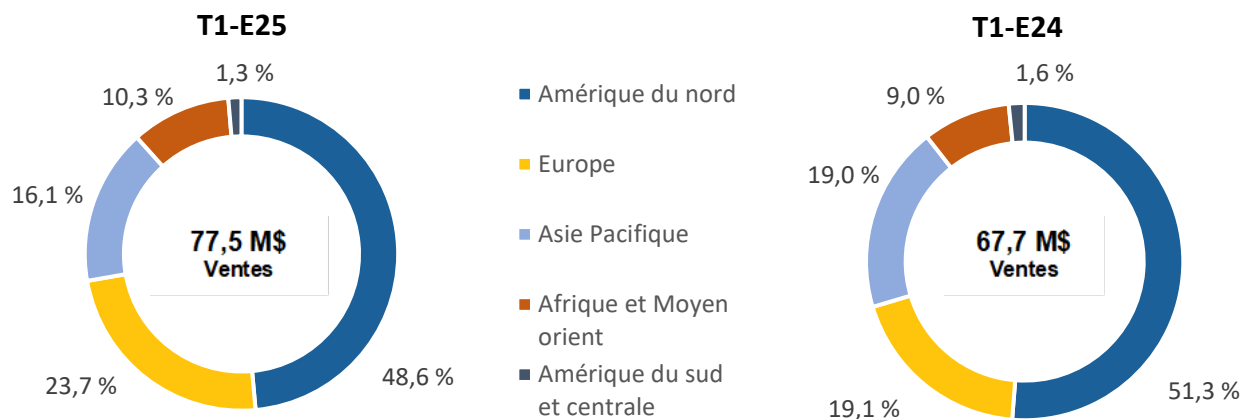
Les nouvelles commandes au premier trimestre de l'exercice 2025 se sont chiffrées à 109,8 millions de dollars, en progression de 18,0 millions de dollars par rapport à 91,8 millions de dollars lors de la même période du précédent exercice. Cette progression reflète une augmentation des nouvelles commandes en Amérique du Nord alimentée par de nouveaux projets et par les activités d'entretien, de réparation et de révisions, ainsi que par des projets de raffinerie de pétrole en Allemagne et d'énergie nucléaire en France, en partie contrebalancés par une baisse des commandes du secteur du pétrole et du gaz en Italie en raison de commandes importantes obtenues au quatrième trimestre. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 1,1 million de dollars sur la valeur des nouvelles commandes pour le trimestre.

Du fait que les nouvelles commandes ont surpassé le chiffre d'affaires, le ratio commandes/chiffre d'affaires de la Société s'est établi à 1,42 au premier trimestre de l'exercice 2025.



Chiffre d'affaires

Répartition des ventes selon l'emplacement géographique des clients



Le chiffre d'affaires a atteint 77,5 millions de dollars au premier trimestre, en progression de 9,8 millions de dollars, soit 14,5 %, par rapport à la même période un an plus tôt. La croissance est principalement attribuable à une hausse des expéditions des opérations nord-américaines, y compris des livraisons pour d'importants projets et une excellente performance des activités d'entretien, de réparation et de révision, de même qu'aux opérations italiennes qui, grâce à un carnet de commandes bien rempli, ont affiché de bons résultats malgré des retards de livraison découlant de problèmes de chaîne d'approvisionnement. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact négatif de 0,6 million de dollars sur le chiffre d'affaires du trimestre.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 23,8 millions de dollars, en forte hausse par rapport à 15,1 millions de dollars douze mois plus tôt. Cette augmentation de la marge brute est principalement attribuable à un accroissement du volume des ventes qui a eu un impact positif sur l'imputation des coûts indirects fixes de production, à une composition du chiffre d'affaires plus avantageuse cette année que lors du précédent exercice, ainsi qu'à des gains de productivité. Enfin, les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négative de 0,1 million de dollars sur la marge brute au premier trimestre de l'exercice 2025 par rapport à la même période l'an dernier. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute a atteint 30,7 %, comparativement à 22,2 % un an plus tôt.

Frais d'administration

Les frais d'administration se sont élevés à 21,8 millions de dollars, soit 28,1 % du chiffre d'affaires, comparativement à 21,5 millions de dollars, ou 31,8 % du chiffre d'affaires un an auparavant. Cette année, les frais d'administration comprennent des frais de restructuration de 0,1 million de dollars, constitués essentiellement d'indemnités de départ, tandis que lors du précédent exercice, les frais d'administration comprenaient des charges de 0,5 million de dollars liées à la transaction proposée avec Flowserve Corporation. Si on exclut ces éléments, les frais d'administration se sont chiffrés à 21,7 millions de dollars, soit 28,0 % du chiffre d'affaires, au premier trimestre de l'exercice 2025, contre 21,0 millions de dollars, ou 31,0 % du chiffre d'affaires un an plus tôt. La réduction découle essentiellement d'initiatives de compression des coûts dans l'ensemble des opérations de la Société et de l'effet de levier de l'accroissement du chiffre d'affaires.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA s'est établi à 3,7 millions de dollars, comparativement à un BAIIA négatif de 3,8 millions de dollars douze mois plus tôt. Si on exclut les frais de restructuration de cette année et les charges de l'an dernier liées à la transaction proposée, le BAIIA ajusté s'établit à 3,9 millions de dollars, en hausse par rapport à un BAIIA ajusté négatif de 3,3 millions de dollars un an auparavant. L'augmentation est essentiellement attribuable à l'accroissement du volume des ventes jumelé à l'amélioration substantielle de la marge brute ainsi qu'à des initiatives de compression des coûts.

Charges financières (montant net)

Pour le trimestre clos le 31 mai 2024, les charges financières se sont élevées à 1,3 million de dollars, comparativement à 1,2 million de dollars pour le trimestre clos le 31 mai 2023. La variation reflète la hausse des taux d'intérêt sur la dette à long terme de la Société et l'augmentation des charges de désactualisation sur le passif éventuel par rapport au précédent exercice, en partie contrebalancées par une réduction du niveau d'endettement cette année par rapport à l'exercice précédent.

Impôt sur le résultat

	Trimestres clos les			
	31 mai 2024		31 mai 2023	
<i>(en milliers, sauf les pourcentages)</i>				
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi	\$ (30)	26,5	\$ (2 024)	26,5
Incidence fiscale des éléments suivants :				
Différence dans les taux d'impôt prévus par la loi dans les territoires étrangers	72	(63,6)	23	(0,3)
Pertes de change non déductibles	(261)	230,6	111	(1,5)
Pertes fiscales non comptabilisées	1 308	(1 155,4)	2 402	(31,4)
Avantage attribuable à la structure de financement	(66)	58,3	(67)	0,9
Autres différences	25	22,1	206	(2,7)
Charge d'impôt sur le résultat	1 048	(925,7)	651	(8,5)

Résultat net (perte nette) et Résultat net (perte nette) ajusté(e)

La perte nette du trimestre s'est élevée à 1,1 million de dollars, soit 0,05 \$ par action, comparativement à une perte nette de 8,3 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action, un an auparavant. Si on exclut l'incidence après impôt des frais de restructuration et des charges liées à la transaction proposée, la perte nette ajustée s'établit à 1,0 million de dollars, soit 0,05 \$ par action, contre une perte nette ajustée de 7,9 millions de dollars, ou 0,37 \$ par action, un an plus tôt. La variation de la perte nette ajustée est principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté, en partie contrebalancée par une hausse du montant net des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat.

SOMMAIRES DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente des données financières sommaires tirées des états financiers non audités de la Société de chacun des huit derniers trimestres clos.

	Trimestres clos							
(en milliers, sauf les montants par action)	Mai 2024	Février 2024	Novembre 2023	Août 2023	Mai 2023	Février 2023	Novembre 2022	Août 2022
Chiffres d'affaires	77 500 \$	117 894 \$	80 945 \$	80 318 \$	67 659 \$	115 141 \$	95 229 \$	85 054 \$
Résultat net (perte nette)	(1 104)	(2 083)	(7 250)	(2 120)	(8 284)	(47 164)	2 739	(3 676)
par action — de base et dilué(e)	(0,05)	(0,10)	(0,34)	(0,10)	(0,38)	(2,18)	0,13	(0,17)
Résultat net (perte nette) ajusté(e)	(1 015)	8 944	(7 074)	(1 878)	(7 910)	8 790	2 739	(3 676)
par action — de base et dilué(e)	(0,05)	0,41	(0,33)	(0,09)	(0,37)	0,41	0,13	(0,17)
BAIIA	3 741	8 482	(2 337)	2 958	(3 799)	(39 486)	6 135	1 365
BAIIA ajusté	3 862	19 879	(2 098)	3 289	(3 290)	16 468	6 135	1 365

SITUATION FINANCIÈRE

Actifs

Au 31 mai 2024, le total des actifs s'élevait à 477,1 millions de dollars, en recul par rapport à 479,4 millions de dollars au 29 février 2024.

Les actifs courants se chiffraient à 383,4 millions de dollars au 31 mai 2024, en baisse par rapport à 387,0 millions de dollars au 29 février 2024. La variation traduit essentiellement une diminution de 14,3 millions de dollars des créances d'exploitation attribuable à une baisse de l'activité commerciale au premier trimestre de l'exercice 2025 par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2024, en partie contrebalancée par une hausse de 11,5 millions de dollars des stocks visant à soutenir un carnet de commandes en croissance.

Les actifs non courants totalisaient 93,7 millions de dollars au 31 mai 2024, contre 92,4 millions de dollars au 29 février 2024. La variation découle de hausses respectives de 0,8 million de dollars et 0,4 million de dollars des actifs d'impôt différé et des immobilisations corporelles.

Passifs

Au 31 mai 2024, le total des passifs s'élevait à 294,8 millions de dollars, en baisse par rapport à 296,1 millions de dollars au 29 février 2024.

Les passifs courants se chiffraient à 145,8 millions de dollars, en baisse par rapport à 160,4 millions de dollars au 29 février 2024. Cette variation est principalement attribuable à une diminution de 19,1 millions de dollars de la partie à court terme de la dette à long terme résultant d'un reclassement dans les passifs à long terme de passifs à court terme (voir la rubrique ci-après intitulée « Liquidités et ressources en capital »), ainsi qu'à une réduction de 2,1 millions de dollars des dettes d'exploitation et charges à payer découlant d'une baisse de l'activité commerciale au premier trimestre de l'exercice 2025 par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une hausse de 5,3 millions de dollars des acomptes de clients qui reflète la robustesse des nouvelles commandes obtenues au premier trimestre.

La valeur des passifs non courants a augmenté de 13,2 millions de dollars pour s'établir à 149,0 millions de dollars reflétant essentiellement une hausse de 15,1 millions de dollars de la dette à long terme découlant du reclassement de court terme à long terme expliqué plus haut, en partie contrebalancé par une réduction de 1,1 million de dollars des provisions.

Capitaux propres

Au 31 mai 2024, le total des capitaux propres s'élevait à 182,3 millions de dollars, contre 183,3 millions de dollars au 29 février 2024. La variation reflète essentiellement la perte nette de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2025.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL – Analyse du risque de liquidité, des facilités de crédit, des flux de trésorerie et des transactions proposées (tous les montants sont présentés en dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La Société gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance de ses besoins de trésorerie futurs. Les prévisions de flux de trésorerie sont établies par les entités en exploitation, puis sont totalisées par la division des finances de la Société. La Société a pour politique de maintenir une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants et de disposer de facilités de crédit afin de satisfaire aux exigences opérationnelles actuelles et futures.

Au 31 mai 2024						
(en milliers)	Valeur comptable \$	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 4 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Dettes à long terme	24 811	6 030	5 626	3 339	14 868	29 863
Obligations locatives à long terme	12 683	1 964	3 342	2 175	11 143	18 624
Dettes d'exploitation et charges à payer	86 148	86 148	-	-	-	86 148
Acomptes de clients	70 013	35 649	16 344	2 144	15 876	70 013

Au 31 mai 2024 et au 29 février 2024, la Société ne respectait pas l'un de ses ratios financiers pour lesquels, en mai 2024, le prêteur a renoncé à son droit d'exiger le remboursement du prêt jusqu'au 1er mars 2026 à condition que le manquement concerne uniquement les coûts reliés l'amiante. Ainsi, l'emprunt hypothécaire garanti classé en dette à court terme au 29 février 2024 a été reclassé en dette à long terme le 31 mai 2024. Le prochain calcul de conformité aura lieu en février 2025.

Le 31 mai 2024, le carnet de commandes de la Société s'établissait à 528,3 millions de dollars, et la Société estime que le montant net de la trésorerie, sous réserve de certaines restrictions locales sur le contrôle des changes, combiné aux flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation, est suffisant pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières, d'accroître sa capacité, de financer son fonds de roulement et de mettre en œuvre sa stratégie d'entreprise. Toutefois, rien ne garantit que le risque d'un autre ralentissement marqué de l'économie n'ait pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société.

Dans le cadre de la gestion de son risque de liquidité, la Société surveille également la santé financière de ses principaux fournisseurs.

Flux de trésorerie — trimestre clos le 31 mai 2024

(tous les montants sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, à moins d'indication contraire)

Les variations du montant net de la trésorerie de la Société ont été les suivantes :

	Trimestres clos les	
	31 mai 2024	31 mai 2023
(en milliers)		
Trésorerie au début de la période, montant net	36 445	50 253
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	4 900	10 694
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(3 068)	(1 432)
Sorties de trésoreries liées aux activités de financement	(4 200)	(1 288)
Incidence des écarts de change sur la trésorerie	(58)	403
Trésorerie à la clôture de la période, montant net	34 019	58 630

Activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 31 mai 2024, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 4,9 millions de dollars, en recul par rapport à 10,7 millions de dollars lors de la même période un an auparavant. L'évolution défavorable de la trésorerie pour le trimestre est principalement attribuable à une évolution moins favorable des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, en partie contrebalancée par une hausse du BAIIA.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les	
	31 mai 2024	31 mai 2023
(en milliers)		
Créances d'exploitation	14 440	31 220
Stocks	(11 160)	(13 492)
Impôt sur le résultat à recouvrer	(259)	(489)
Acomptes et charges payées d'avance	1 005	(314)
Dettes d'exploitation et charges à payer	(2 206)	(1 192)
Impôt sur le résultat à payer	(511)	(466)
Acomptes de clients	5 172	2 037
Provisions	(246)	846
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	6 235	18 150

Activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le trimestre clos le 31 mai 2024 se sont élevées à 3,1 millions de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles.

Pour le trimestre clos le 31 mai 2023, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement s'étaient chiffrées à 1,4 million de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles.

Activités de financement

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 4,2 millions de dollars en raison du remboursement de la dette à long terme et des obligations locatives.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement s'étaient chiffrées à 1,3 million de dollars en raison essentiellement du remboursement de la dette à long terme et des obligations locatives.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Du fait de ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers, à savoir le risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur la performance financière de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par la division des finances de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette division consiste à définir, à évaluer et à couvrir les risques financiers de concert avec les équipes des finances des filiales de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques. L'utilisation des instruments financiers dérivés est régie par une politique aux termes de laquelle aucune opération sur dérivé ne doit être conclue en vue d'établir une position de spéculation ou de levier (le corollaire étant que toutes les opérations sur dérivés doivent avoir pour seul objet la gestion des risques).

Risque de marché

Risque de change

Le risque de change lié aux instruments financiers s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des taux de change. La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et court un risque de change découlant de son exposition à diverses monnaies. Le risque de change est lié aux opérations commerciales futures et aux actifs et passifs comptabilisés qui sont libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de la Société. Les opérations de la Société utilisent différentes monnaies fonctionnelles et, par conséquent, chacune d'elles est exposée au risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

Lorsqu'elle le peut, la Société rapproche les encaissements et les décaissements effectués dans une même monnaie. Le montant net de l'exposition résiduelle attendue aux devises fait l'objet d'une couverture. Pour couvrir cette exposition, la Société utilise des instruments dérivés de change, soit principalement des contrats de change à terme. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables.

Au 31 mai 2024 et au 29 février 2024, les montants en cours aux termes des contrats dérivés s'établissaient comme suit :

	Fourchette de taux de change		Profit (perte) (en milliers de \$ US)		Notionnel (en milliers)	
	31 mai 2024	29 février 2024	31 mai 2024	29 février 2024	31 mai 2024	29 février 2024
Contrats de change à terme						
Achat d'euros contre des dollars américains — de 0 à 12 mois	1,08 à 1,10	1,08 à 1,10	-	40	97 \$ US	6 518 \$ US

Les contrats de change à terme sont des contrats aux termes desquels la Société a l'obligation de vendre ou d'acheter des monnaies étrangères au prix d'exercice. La juste valeur des instruments de change est inscrite à l'état consolidé du résultat net et reflète les montants estimés que la Société aurait versés ou reçus pour régler ces contrats à la date de clôture. Les profits latents sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes latentes, à titre de passifs dérivés, dans l'état consolidé de la situation financière.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison principalement de ses facilités de crédit, de sa dette à long terme et de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. Les éléments à taux variables exposent la Société au risque de flux de trésorerie lié aux taux d'intérêt, et les éléments à taux fixes exposent la Société au risque de la juste valeur liée aux taux d'intérêt. La plus grande partie de la dette à long terme et des facilités de crédit de la Société porte intérêt à des taux variables, et sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie rapportent des intérêts à des taux variables. Une variation hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte inattendue survienne si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque est lié principalement aux créances d'exploitation de la Société.

Le risque de crédit de la Société lié à ses créances d'exploitation est concentré. Au 31 mai 2024, trois clients (deux clients au 29 février 2024) représentaient plus de 5 % chacun des créances d'exploitation, dont un en représentait 6,8 % (7,6 % au 29 février 2024), alors que les 10 principaux clients de la Société représentaient 44,1 % (41,3 % au 29 février 2024) des créances d'exploitation. De plus, il y avait un client (deux clients au 31 mai 2023) qui représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires de la Société.

Pour réduire son risque de crédit, la Société évalue sur une base continue la solvabilité de ses clients et applique des procédures d'évaluation particulières à tous ses nouveaux clients. L'évaluation comprend l'analyse par échéance des créances d'exploitation, ainsi que l'analyse des profils historiques de paiement, de la solvabilité des clients et des tendances économiques du moment. Chaque client se voit attribuer une limite de crédit particulière qui est révisée périodiquement. Pour certaines créances d'exploitation, la Société peut obtenir des sûretés sous forme d'une assurance-crédit versant des prestations si la contrepartie manque aux modalités de l'entente.

La Société applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9, qui consiste à évaluer les pertes de crédit attendues au moyen d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Les taux des pertes de crédit attendues sont estimés à la lumière des pertes de crédit subies par la Société au cours de l'exercice précédant la clôture de la période. Les taux de pertes passées sont alors ajustés en fonction de l'information actuelle et de l'information prospective sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société.

En raison de ses instruments financiers dérivés, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses placements à court terme, la Société est également exposée à un risque de crédit qu'elle gère en faisant affaire avec des institutions financières très bien notées. Le risque de crédit principal de la Société est limité à la valeur comptable des créances d'exploitation et des profits sur les actifs dérivés.

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur le classement par échéance des créances d'exploitation.

	Aux	
	31 mai 2024	29 février 2024
<i>(en milliers)</i>	\$	\$
Courant	50 968	81 030
En souffrance depuis 0 à 30 jours	17 189	12 600
En souffrance depuis 31 à 90 jours	14 399	7 426
En souffrance depuis plus de 90 jours	11 754	9 041
	94 310	110 097
Moins : Correction de valeur pour perte	(225)	(224)
	94 085	109 873
Autres créances	11 576	10 041
Total des créances d'exploitation	105 661	119 914

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur la variation de la correction de valeur pour créances d'exploitation irrécouvrables :

	Trimestres clos les	
	31 mai 2024	31 mai 2023
(en milliers)	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	224	481
Charges pour correction de valeur pour pertes	-	2
Radiations de créances d'exploitation	-	-
Change	1	1
Soldes à la fin de la période	225	484

Risque de liquidité — veuillez consulter l'analyse présentée à la rubrique intitulée « Liquidités et ressources en capital ».

RISQUES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS

Dans son rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 février 2024, la Société énumère les différents risques susceptibles d'avoir une incidence sur ses activités. La Société n'a aucun changement à déclarer au 31 mai 2024.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, des contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information présentée dans les rapports intermédiaires et annuels de la Société à ses actionnaires est rassemblée puis communiquée à la direction en temps opportun, notamment au chef de la direction et au chef de la direction financière selon ce qui convient pour prendre des décisions concernant la communication de l'information. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a également été conçu de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont dressés conformément aux IFRS.

Au cours du trimestre clos le 31 mai 2024, la Société n'a apporté à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière aucun changement qui a ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les états financiers de la Société sont dressés conformément aux IFRS telles qu'elles ont été publiées par l'IASB. Les principales méthodes comptables de la Société qui sont décrites aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités de la Société sont essentielles pour comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Certaines de ces méthodes comptables exigent le recours à des estimations comptables critiques qui reposent sur des jugements complexes et subjectifs ainsi que sur des hypothèses, dont certaines portent sur des questions qui sont, par leur nature même, incertaines et susceptibles de changer. Les hypothèses et estimations utilisées sont fondées sur des paramètres qui sont dérivés de l'état des connaissances au moment de la préparation des états financiers et qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Plus particulièrement, la performance future de la Société a été estimée à la lumière des circonstances qui sont actuellement en vigueur et d'hypothèses quant à l'orientation future attendue de la conjoncture mondiale et du secteur d'activité. Si ces facteurs ne connaissent pas l'issue prévue et échappent au contrôle de la Société, les résultats réels pourraient différer des résultats attendus (voir la rubrique intitulée « Information prospective plus haut). Ces

estimations, ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent, sont revues continuellement. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée. Aucun changement significatif n'a été apporté aux principales estimations comptables au cours des deux derniers exercices.

Il n'y a aucun changement important par rapport aux principales estimations comptables indiquées dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 29 février 2024.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES ET ADOPTÉES

La norme IAS 1 *Présentation des états financiers* exige que, pour qu'une entité puisse classer un passif comme non courant, elle doit avoir le droit, à la date de clôture, de reporter le règlement du passif pendant au moins 12 mois après cette date.

En janvier 2020, l'IASB a publié les modifications à IAS 1 *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants* (modifications de 2020). Les modifications de 2020 entraient initialement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023. En application des modifications de 2020, une entité n'a pas le droit de différer le règlement d'un passif — et classe donc le passif comme passif courant — si elle ne se conformait pas aux clauses restrictives en raison de sa situation à la date de clôture, même si le respect de ces clauses restrictives n'avait été testé que dans les 12 mois suivant cette date.

Les modifications publiées en octobre 2022 précisent que les clauses restrictives des contrats d'emprunt auxquelles une entité doit se conformer seulement après la date de clôture n'auraient pas d'incidence sur le classement d'un passif dans les passifs courants ou non courants à la date de clôture. Toutefois, les clauses restrictives auxquelles l'entité est tenue de se conformer au plus tard à la date de clôture auraient une incidence sur le classement dans les passifs courants ou non courants, même si la clause restrictive n'est évaluée qu'après la date de clôture.

Les modifications de 2022 prévoient des obligations d'information supplémentaires. Lorsque l'entité classe un passif résultant d'un accord d'emprunt dans le passif courant et que ce passif est assujéti aux clauses restrictives auxquelles l'entité est tenue de se conformer dans les 12 mois suivant la date de clôture, elle doit fournir dans les notes des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers de comprendre le risque que le passif puisse devenir remboursable dans les 12 mois suivant la date de clôture, notamment :

- a) la valeur comptable du passif;
- b) des informations sur les clauses restrictives;
- c) les faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que l'entité pourrait avoir de la difficulté à se conformer aux clauses restrictives. Ces faits et circonstances peuvent aussi comprendre le fait que l'entité ne se serait pas conformée aux clauses restrictives compte tenu de sa situation à la date de clôture.

Les modifications apportées à IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024, l'adoption anticipée étant permise, et elles doivent être appliquées de manière rétrospective. La Société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société présente des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont, par conséquent, peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. La Société présente aussi des mesures financières supplémentaires qui sont définies à la fin du présent rapport. Des rapprochements et des définitions sont présentés ci-après.

Résultat net ajusté, Résultat net ajusté par action, Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») et BAIIA ajusté

	Trimestres clos les	
	31 mai 2024	31 mai 2023
(en milliers sauf les montants par action)	\$	\$
<i>Rapprochement de la perte nette avec la perte nette ajustée et la perte nette ajustée par action</i>		
Perte nette	(1 104)	(8 284)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>		
Frais de restructuration	89	-
Coûts liés à la transaction proposée	-	374
Perte nette ajustée	(1 015)	(7 910)
par action — de base et diluée	(0,05)	(0,37)
 <i>Rapprochement de la perte nette avec le BAIIA ajusté</i>		
Perte nette	(1 104)	(8 284)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 685	2 066
Amortissements des immobilisations incorporelles et coûts de financement	771	563
Charges financières — montant net	1 341	1 205
Impôt sur le résultat	1 048	651
BAIIA	3 741	(3 799)
<i>Ajustements pour les éléments suivants :</i>		
Frais de restructuration	121	-
Coûts liés à la transaction proposée	-	509
BAIIA ajusté	3 862	(3 290)

Flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les	
	31 mai 2024	31 mai 2023
(en milliers)	\$	\$
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	4 900	10 694
Ajouts d'immobilisations corporelles	(1 673)	(1 109)
Flux de trésorerie disponibles	3 227	9 215

Les termes « résultat net ajusté » et « perte nette ajustée » s'entendent du résultat net ou de la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple majoré(e) d'ajustements, déduction faite de l'impôt sur le résultat, pour les frais de restructuration et les coûts liés à la transaction proposée. Le résultat net ajusté (la perte nette ajustée) par action s'obtient en divisant le résultat net ajusté (la perte nette ajustée) par le nombre total d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Le terme « BAIIA » s'entend du résultat net ajusté majoré de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, du montant net des charges financières et de la provision pour charge d'impôt sur le résultat. Le terme « BAIIA ajusté » s'entend du BAIIA majoré d'ajustements pour les frais de restructuration et les coûts liés à l'opération proposée. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Le terme « Flux de trésorerie disponibles » s'entend des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, déduction faite des ajouts d'immobilisations corporelles. Les flux de trésorerie disponibles reflètent le montant disponible pour verser des dividendes aux actionnaires et assurer le service de la dette, y compris les obligations locatives. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Définitions des mesures financières supplémentaires

Les termes « nouvelles commandes nettes » et « nouvelles commandes » s'entendent des commandes fermes, déduction faite des annulations, comptabilisées par la Société au cours d'une période déterminée. Les fluctuations des taux de change ont une incidence sur le montant des nouvelles commandes au cours d'une période donnée. La mesure fournit une indication de la performance des activités de vente de la Société pour une période déterminée et donne une idée du chiffre d'affaires futur et des flux de trésorerie que généreront ces commandes.

Le terme « carnet de commandes » s'entend du cumul de toutes les nouvelles commandes prises en charge par la Société et restant à livrer. Les fluctuations des taux de change ont une incidence sur le montant du carnet de commandes de la Société au cours d'une période donnée. La mesure fournit une indication des défis opérationnels auxquels la Société devra faire face et donne une idée du chiffre d'affaires futur et des flux de trésorerie que généreront ces commandes.

Le « ratio commandes/chiffre d'affaires » s'obtient en divisant les nouvelles commandes par le chiffre d'affaires. La mesure fournit une indication de la performance et des perspectives de la Société pour une période déterminée.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.